



Europe en danger :

Le projet de directive « Bolkestein » sur les services dans le marché intérieur est de retour

Le vote des français bafoué

Alors que les peuples français et hollandais se sont clairement prononcés, au printemps dernier, contre le projet de constitution européenne et la libéralisation des services qu'il aurait entraînée, alors que le Président de la République s'était engagé à « remettre à plat » le projet de « directive Bolkestein », le parlement européen se prépare à examiner **le 14 février prochain** une nouvelle version du projet de directive sur les services dans le marché intérieur.

Le nouveau texte, bien que remanié, demeure dans l'esprit initial : sous la pression des entreprises multinationales qui revendiquent l'ouverture de secteurs à forts profits potentiels, l'objectif, à travers le « principe du pays d'origine », est bien d'établir une concurrence sauvage entre les hommes.

Un projet dangereux...

Pour les partisans du libre-échange, la levée des « obstacles » aux échanges transfrontaliers des services donnerait lieu à une « relance de la dynamique économique en Europe ». Il s'agit en fait d'une véritable machine de guerre contre les systèmes de solidarité et de protection sociale car le projet de directive couvre la plupart des services, et notamment les services publics marchands (eau, cantines, crèches...), les associations aujourd'hui subventionnées (culture, solidarité...); un risque subsiste pour les services de santé et les services éducatifs.

Liberté
Liberté
Egalité
Liberté
Fraternité



De plus, ce projet rompt de fait avec la logique d'harmonisation. L'Union Européenne deviendrait ainsi un espace ultra libéral de marchandisation et hyperconcurrentiel entre les entreprises, les territoires et les travailleurs. La déréglementation généralisée programmée par la directive entraînerait une intensification extrême des dumpings social et fiscal. On peut donc en attendre, en plus d'un imbroglio juridique, une dégradation des conditions de vie et de travail des salariés et des petits entrepreneurs, ainsi qu'une réduction des budgets publics, et donc du financement des activités d'intérêt général (environnement, culture...).

Le comité Attac Paris nord-ouest se réunit le 1^{er} mercredi de chaque mois à 19h.30 à la MDA 18

<http://www.local.attac.org/parisnw>
parisnw@attac.org

Ne pas jeter
sur la voie publique

Contact : Attac Paris Nord Ouest
MDA - 15, passage Ramey - 75018 Paris

... qu'il faut continuer à combattre

Des organisations européennes, dont Attac, réunies à Bruxelles le 12 septembre 2005, se sont engagées à participer à un processus de mobilisation commun contre la directive Bolkestein.

Dans leur déclaration commune, elles demandent le retrait du projet de directive sur la libéralisation du commerce des services et exigent que soit engagé au contraire un processus d'harmonisation par le haut pour éviter tout dumping social et fiscal, toute remise en cause des droits des consommateurs et des normes de santé publique, toute baisse des normes environnementales.



En tout état de cause, elles demandent que les services publics et les biens communs de l'humanité soient exclus de tout processus de libéralisation ou de mise en concurrence.

Agissons !

➤ en écrivant à nos députés européens

Monsieur / Madame le / la député,

Le projet de directive « Bolkestein » a été rejeté le 4/10/04 par le Parlement européen. Il doit être réexaminé le 14 février prochain.

Cette directive est porteuse de danger pour la cohésion sociale tant en France qu'en dans les autres pays d'Europe. Il s'agit, bien au contraire, de proposer un processus d'harmonisation par le haut.

Je suis tout à fait favorable à l'ouverture des frontières mais pas dans n'importe quelles conditions.

Je vous demande donc de m'indiquer votre position sur cette importante question. J'ajoute que je suivrai avec attention comment vous allez voter sur les propositions d'amendement qui vont vous être soumis.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer,...

(Identité et adresse)

Pervenche Bérès	PS	pberes@europarl.eu.int
Harlem Désir	PS	hdesir@europarl.eu.int
Anne Ferreira	PS	anferreira@europarl.eu.int
Nicole Fontaine	UMP	nfontaine@europarl.eu.int
Patrick Gaubert	UMP	pgaubert@europarl.eu.int
Bernard Lehideux	UDF	blehideux@europarl.eu.int

Alain Lipietz	Verts	alipietz@europarl.eu.int
Marielle de Sarnez	UDF	mdesarnez@europarl.eu.int
Gilles Savary	PS	gsavary@europarl.eu.int
Pierre Schapira	PS	pschapira@europarl.eu.int
Jacques Toubon	UMP	jtoubon@europarl.eu.int
Francis Wurtz	PCF	fwurtz@europarl.eu.int

Par la poste, à l'adresse suivante : Parlement européen - rue Wiertz ASP 14G269 - B-1047 BRUXELLES

➤ en participant à la journée de mobilisation européenne le samedi 11 février prochain à Strasbourg

Documents officiels

- Projet original de directive de la Commission européenne relative aux services dans le marché intérieur, dite Bolkestein : http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/fr/com/2004/com2004_0002fr01.pdf (87 pages)
- Amendements de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) votés le 22/11/05 : http://www.europarl.eu.int/compar/imco/services_directive/051215_report_services_en.pdf (352 pages en anglais)